Solange LEFEBVRE

Professeure, Faculté de Théologie de l'Université de Montréal

(2005)

“Catholicisme et jeunesse. Une préoccupation persistante”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de soins infirmiers retraité de l'enseignement au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

à partir du texte de :

Solange Lefebvre [L'auteure est professeure à la Faculté de Théologie de l'Université de Montréal.]

"Catholicisme et jeunesse. Une préoccupation persistante".

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Louis Guay, Pierre Hamel, Dominique Masson et Jean-Guy Vaillancourt, **Mouvement sociaux et changements institutionnels. L'action collective à l'ère de la mondialisation**. Chapitre 6, pp. 139-155. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 2005, 420 pp. Collection : Géographie contemporaine.

[Autorisation formelle accordée par l'auteure, le 8 mai 2006, de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : solange.lefebvre@umontreal.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 28 janvier 2008 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Solange Lefebvre

Professeure, Faculté de Théologie de l'Université de Montréal

“Catholicisme et jeunesse. Une préoccupation persistante”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction de Louis Guay, Pierre Hamel, Dominique Masson et Jean-Guy Vaillancourt, **Mouvement sociaux et changements institutionnels. L'action collective à l'ère de la mondialisation**. Chapitre 6, pp. 139-155. Québec : Les Presses de l'Université du Québec, 2005, 420 pp. Collection : Géographie contemporaine.

Table des matières

Introduction

1. Jeunes et mouvements sociaux
 - 1.1. Catholicisme et mouvements jeunesse
 - 1.2. Du mouvement étudiant à la pluralité
2. De la révolution culturelle à la crise économique
 - 2.1. Des groupes militent en faveur de l'équité intergénérationnelle au Québec
 - 2.2. Une action de type mouvement social ?
 - 2.3. Catholicisme et jeunesse

Conclusion

Bibliographie

Solange Lefebvre,

“Catholicisme et jeunesse. Une préoccupation persistante”.

L’auteure est professeure à la Faculté de Théologie de l’Université de Montréal

Un article publié dans l’ouvrage sous la direction de Louis Guay, Pierre Hamel, Dominique Masson et Jean-Guy Vaillancourt, **Mouvement sociaux et changements institutionnels. L’action collective à l’ère de la mondialisation**. Chapitre 6, pp. 139-155. Québec : Les Presses de l’Université du Québec, 2005, 420 pp. Collection : Géographie contemporaine.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Cette contribution situe l’émergence et l’action collective du groupe Force jeunesse au Québec, depuis 1997. Ce groupe est le rejeton d’un groupe intergénérationnel désigné « Le pont entre les générations », composé de seniors d’influence et de jeunes adultes. L’organisme Force jeunesse se caractérise par plusieurs aspects intéressants pour cette étude : il regroupe de jeunes adultes de 18 ans et plus ; il vise la transformation du monde du travail et des conditions de vie des jeunes adultes en général ; il politise une nouvelle question, celle de l’équité intergénérationnelle. Il illustre le phénomène d’alternance études-emploi qui marque les moins de 35 ans, car il milite au carrefour de la vie étudiante et de la vie professionnelle, en mobilisant les réseaux actifs dans l’une et dans l’autre. Par ailleurs, les jeunes qui ont créé Force Jeunesse appartenaient d’abord au groupe Le pont entre les générations, qui s’est fait connaître au Québec par des lettres publiques sur les défis d’équité intergénérationnelle et de transmission dans les milieux du travail (Bédard *et al.*, 1998). On rappellera plus loin que

les réflexions sur la jeunesse, de même que les actions de celle-ci, sont souvent liées aux enjeux intergénérationnels.

Ceci amène à poser une question préalable pour analyser les « mouvements jeunesse ». Doivent-ils relever d'une initiative exclusive des jeunes eux-mêmes ? Gauthier signale que si tel est le cas, il aurait fallu exclure notamment le scoutisme et les groupes d'action catholique, mis sur pied par des aînés (Gauthier, 1986, p. 348). Aussi est-il plus simple d'en rester à l'option de retenir les associations où s'impliquent en majorité des jeunes, tout en tenant compte d'un rôle que pourraient y jouer des plus âgés.

La théorie des mouvement sociaux constitue un horizon pertinent de l'analyse, même si le groupe est trop récent pour le rattacher *stricto sensu* à un mouvement social. Mais, indéniablement, il renvoie à la fragmentation du mouvement étudiant depuis les années 1970. Selon Farro, le concept de « mouvement social » s'élabore dans des réflexions sociologiques autour du mouvement ouvrier, puis des « nouveaux mouvements sociaux », notamment le mouvement étudiant des années 1960. Après quoi, le paysage se modifie, pour donner lieu à une « fragmentation » des mouvements (Farro, 2000). Cet horizon théorique présente l'avantage de situer les actions collectives de la jeunesse actuelle par rapport à de forts courants idéologiques des XIXe et XXe siècles, formés autour de la « gauche », et de situer cette jeunesse tout en tentant de la déprendre de ces courants idéologiques qui furent dominants.

Mais avant d'aborder ces groupes particuliers, nous discuterons dans une première partie de quelques enjeux historiques théoriques à propos des mouvements sociaux ou regroupements de jeunes, très fiés à la question des générations. Les sociologues de la jeunesse rappellent notamment l'importance du catholicisme en France et au Québec, eu égard à la formation de certains de ces mouvements. Cet aspect est important pour notre propos, puisque l'inspiration première des deux groupes étudiés prend sa source dans une recherche-action sur les rap-

ports de générations menée dans une faculté de théologie (Université de Montréal). Dans une dernière partie, nous évoquerons d'ailleurs plusieurs travaux illustrant la préoccupation persistante du catholicisme pour les jeunes adultes, qui rencontrent partout dans le monde des problèmes d'insertion socioprofessionnelle.

1. Jeunes et mouvements sociaux

[Retour à la table des matières](#)

La réflexion sur l'impatience des jeunes et leurs velléités de s'emparer du pouvoir, de prendre la parole, est très ancienne, tout comme les problèmes que posent à la société leur instabilité, leur éducation et leur intégration. Mais le contexte plus récent de réflexion en sciences sociales s'inscrirait dans la foulée de la jeunesse conçue comme rapport conflictuel ou harmonieux de générations, depuis le *XIXe* siècle, à une échelle territoriale très large, nationale ou supranationale (Galland, 2001 ; Levi et Schmitt, 1996, p. 1). Les sociétés auraient alors forgé des visions de la jeunesse, soit romantique et exaltée, soit du côté de la tradition et de la continuité. À cette époque se faisait jour une forme moderne du conflit des générations, due à la contradiction ressentie entre aspirations et accomplissement, entre idéal collectif révolutionnaire et individualisme (Galland, 2001). Levi et Schmitt soulignent la montée récente d'une « nouvelle perception, globalisante, de la jeunesse, de ses difficultés, de ses modèles et de ses nouvelles solidarités » (1996, p. 16).

En Europe, l'émergence de l'intérêt pour les générations est concomitante à une attention à l'égard de la jeunesse comme groupe mobilisable (Galland, 2001, p. 108-109). Durant le *XXe* siècle en particulier, la jeunesse se formera comme une sorte de personnage collectif, mobilisable et mobilisé. Colton estime aussi que les « mouvements de jeunes » organisés en vue d'un changement social et politique cons-

tituent un fait original de l'ère moderne. Sont plus anciens notamment les débats autour des questions suivantes : le statut des jeunes, les changements survenant durant cette période de la vie, leurs critiques de la tradition, les défis rattachés à leur formation, etc. (Colton, 1992, p. 3) ¹.

Deux types de discours abordent souvent les mêmes mouvements ou, plus largement, les associations des jeunes : un premier type où domine la dimension de mobilisation et d'encadrement des jeunes par des organisations (Galland, 2001), et un deuxième où l'on aborde la jeunesse comme initiatrice des actions et des groupes, créatrice de mouvements (Fauvel-Rouif, 1992). Gauthier observe tantôt l'une tantôt l'autre, distinguant entre les associations auto-organisées, notamment étudiantes ou répondant à un besoin ponctuel, les associations provenant de programmes gouvernementaux, les associations reliées à une institution, tels les groupes de l'Action catholique, et les rassemblements divers suscités par les jeunes ou par l'État. L'aspect le moins documenté au sujet de l'action collective des jeunes serait celui où ils contribuent à susciter des mouvements ne concernant pas leur identité ou leur intérêt de cohorte (Fauvel-Rouif, 1992, p. XIII).

¹ Cela dit qu'on nous permette d'émettre un doute quant à la radicale nouveauté des mouvements de jeunesse modernes, notamment si l'on réfère à la jeunesse romaine, sur le modèle de laquelle se mobiliseront et seront mobilisées, par exemple, les jeunesses fasciste et hitlérienne.

1.1. Catholicisme et mouvements jeunesse

[Retour à la table des matières](#)

Galland voit dans l'initiative des catholiques sociaux, en Occident, après la Première Guerre mondiale, d'encadrer et d'organiser la jeunesse ouvrière, l'une des prémisses des « mouvements de jeunesse » du XXe siècle. En agissant auprès de la jeunesse pour transformer le milieu ouvrier dans son ensemble, les catholiques réalisaient une idée neuve : « Ni la famille, ni l'école ne suffisent à assurer une formation complète des jeunes gens. Ce sont bien ainsi les prémisses à une reconnaissance de l'utilité et du rôle social des mouvements jeunesse qui sont posées » (Galland, 2001, p. 31). Quant à la nouveauté de cette idée, on devrait certes nuancer puisque déjà les jeunesses romaine et grecque se formaient ailleurs qu'à l'école ou dans la famille, par exemple dans l'armée ! Le premier mouvement créé par les catholiques, la jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), constitue d'abord un lieu de formation « intégrale » des jeunes travailleurs, à la fois morale, sociopolitique et religieuse. Il représente aussi une participation à la « lutte ouvrière » qui s'avèrera très efficace.

Entre les deux guerres, observe Galland, les mouvements jeunesse explosent, la Jeunesse chrétienne se conjugue à plusieurs milieux : agricole (JAC), ouvrier féminin (JOCF), étudiant (JEC). Et avant même la JOC on rencontre au début du siècle le scoutisme, fondé par un militaire en Angleterre, qui très tôt se fonde sur une action éducative par classes d'âge, se subdivisant en sous-groupes structurés autour des âges (louveteaux, éclaireurs, routiers, etc.). Les catholiques, en France comme au Québec, dominent le paysage des mouvements jeunesse. En France, les laïcs n'investissent que les écoles jusqu'à la période de Vichy, après 1943. Le régime de Vichy appuiera les mouvements catholiques, cherchera à former de jeunes leaders. L'idée de formation domine toujours. Après la Seconde Guerre, face aux pro-

blèmes d'inadaptation à l'industrialisation et à l'urbanisation, l'intervention auprès des jeunes renvoie beaucoup à la prévention de la délinquance. Former la jeunesse, dans ce contexte, c'est la corriger et assurer son intégration réussie en société. Des études notent que ces interventions s'appuient sur une vision de la crise adolescente provoquée par l'affaiblissement des rites de passage et la pluralité des repères (Galland, 2001, p. 93).

1.2. Du mouvement étudiant à la pluralité

[Retour à la table des matières](#)

Autour des années 1950-1960, le discours sur les mouvements jeunesse s'est largement élaboré. Le boum démographique d'après-guerre, le regroupement d'un très grand nombre de jeunes dans les établissements postsecondaires, ainsi que des changements culturels caractérisés par une juvénilisation des repères et des modèles, favorisent une attention accrue à cette question. Enfin, le nombre d'étudiants s'accroissant, de même que la durée des études, on assiste à l'émergence du « monde étudiant ». Galland propose une distinction intéressante entre vie universitaire et vie étudiante. Depuis mai 1968, on aurait idéalisé le « mouvement étudiant », alors que les étudiants auraient milité au sein même de l'institution universitaire, tout en la contestant. Ce type de militantisme ayant diminué, on conclut souvent au désengagement des étudiants et à leur individualisme. En réalité, les étudiants socialisent à plus petite échelle, et souvent en dehors de la vie universitaire.

L'étude documentaire de Gauthier (1986) sur les associations de jeunes illustre aussi certaines tendances. Elle note en France le peu de références aux associations ou aux mouvements de jeunes dans les années 1970, sauf en ce qui a trait aux mouvements d'action catholique, au scoutisme et aux mouvements « spontanés » s'inscrivant dans

la contre-culture. Au Québec, durant cette décennie, l'analyse se forme autour de la problématique de la rupture, alors qu'on reconnaît aux groupes de jeunes une force de « mouvement », dans la mesure où ils auraient servi d'impulsion au changement dans certains secteurs de la société (Gauthier, 1986, p. 339). La JEC par exemple serait à la source de la rupture d'une large part de l'élite québécoise, contribuant à la sécularisation des diverses sphères de la société québécoise, par la valorisation du « monde » et de ses affaires. La crise de l'Action catholique sera provoquée en particulier par la politisation du mouvement, alors que, s'engageant dans la transformation des structures sociales et non plus seulement pour un travail d'éducation, il sera laissé pour une grande part à lui-même par la hiérarchie catholique (Bélanger, 1984). La JOC connaîtra le même contexte critique.

Le mouvement jeunesse des années 1960 qui domine les écrits de la même décennie est bien sûr celui de la contestation étudiante, analysée comme une révolution à la fois culturelle, sociopolitique, scolaire et sexuelle. On rappelle que les remous de la fin des années 1960 se sont produits d'abord dans les cégeps, nouvellement créés et donc peu structurés. Par la suite, le milieu étudiant, tant universitaire que collégial, se divisera en diverses associations. Après, disent bien des analystes, on serait entré dans un « long silence » des associations de jeunes. Il y aurait eu une certaine désaffection, notamment chez les scouts (Gauthier, 1986, p. 345). En fait, plusieurs jeunes leaders formés à travers ces crises et dans ces associations investissent les partis politiques. Mais surtout, ceux qui participèrent aux grands mouvements des années 1960 perçoivent négativement la jeunesse des années 1970, à leurs yeux peu politisée, conservatrice, anxieuse à l'égard de l'avenir. On retrouvera les mêmes éléments dans les années 1980, plus affirmés encore (Lefebvre, 1995). Gauthier fait l'hypothèse que les mouvements étudiants des années 1960 ont été récupérés par les organisations scolaires ; seul subsisterait le cheval de bataille des frais de scolarité, jusqu'aux années 1990. Les années 1970 et 1980 seraient dominées par une prise en charge des jeunes par diverses institutions, à travers des modes d'aide à la jeunesse (Katimavik, jeunesse Canada

Monde, centres de dépannage, maisons de jeunes, etc.). Mais des regroupements de jeunes subsistent, très nombreux et très divers (Gauthier, 1986, p. 359).

2. De la révolution culturelle à la crise économique

[Retour à la table des matières](#)

Dès la fin des années 1970, chez les jeunes, les préoccupations culturelles se muèrent pour une large part en souci d'insertion socio-économique (Delruelle-Vosswinkel, 1984 ; Chauvel, 1998 ; Lefebvre, 1996). Au Canada, la pyramide de la pauvreté s'est inversée : le sort des personnes âgées s'est globalement amélioré, sauf chez les femmes seules, et la pauvreté s'est accrue chez les enfants et les jeunes familles, de même que chez les jeunes vivant seuls (Corak, 1997). Les fameuses Trente Glorieuses (1945-1975), selon l'expression de Fourastié, se sont terminées sur l'arrière-fond d'un clivage grandissant entre riches et pauvres et de crises économiques. Ces conditions assombrissent le destin des plus jeunes, entrant dans la vie adulte. Les moins de 30 ans furent les principales victimes des grandes récessions du début des décennies 1980 et 1990 au Canada. Ces difficultés dominantes s'accompagnent d'une désaffection des jeunes à l'égard des grandes organisations. Ils s'y trouvent toujours, mais moins nombreux. En fait, ils sont disséminés, à la fois par leurs trajectoires fort variées et leurs lieux d'appartenance multiples.

Ce contexte favorise l'émergence de discours sur l'équité intergénérationnelle. Par exemple, on pose la question de l'endettement des États par rapport aux futurs payeurs, les jeunes générations. Aux États-Unis, par exemple, on crée en 1984 l'Association for Generational Equity (AGE), qui veut obtenir la réduction des contributions de l'État, pour

préserver l'héritage des générations futures (Bengston et Achenbaum, 1993). Cette position dite conservatrice a depuis suscité la méfiance à l'égard des discours sur l'équité générationnelle (Attias-Donfut, 1995). Dès qu'il en est question, on estime que l'État est menacé, en tant que distributeur de richesses et d'arbitre socio-économique. Un fait est certain, certains groupes de pression américains utilisent effectivement l'argument de l'équité intergénérationnelle pour repousser l'intervention de l'État. Au Canada, le discours sur l'équité intergénérationnelle est peu présent dans les années 1980, car l'État s'y implique davantage dans toutes les sphères de la vie des citoyens. Il est véhiculé un peu par l'aile jeunesse du Parti libéral, taxée de néoconservatrice. Mais un ensemble de conditions se mettent en place pour mettre ce problème à l'agenda du débat public et politique. Des groupes en font un enjeu de société.

2.1. Des groupes militent en faveur de l'équité intergénérationnelle au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Clarifions d'abord brièvement les notions d'âge et de génération. Les concepts d'âge, de cohorte et de génération revêtent des significations complémentaires et interreliées. L'âge renvoie à la position dans le cycle de vie, le groupe d'âge à la différenciation provenant notamment de la psychologie développementale : petite enfance et enfance, adolescence et jeunesse, adulte, travailleur vieillissant et retraité. Ce découpage est par ailleurs toujours à affiner, se modifiant au gré de l'allongement de la vie « en bonne santé », et sous l'influence de divers facteurs sociologiques (études, activités, loisirs, vie familiale, etc.). Au plan anthropologique, le concept de génération renvoie aux liens de filiation, familiaux ou symboliques - dont l'usage peut aller au-delà du cadre familial au sens strict. Au plan sociologique, la génération renvoie à une « réalité d'ordre temporel » (Attias-Donfut, 1988, p. 210). Galland (1991) distingue trois dimensions de la génération :

la « génération généalogique », qui concerne les rapports familiaux ; la « génération historique », animée par une forte « conscience de génération » ; la « génération sociologique », qui s'inscrit dans une même période de l'histoire, mais sans identité générationnelle forte. Nous abordons ici la génération au sens sociologique, envisagée surtout en lien avec sa position dans une période de l'histoire et un contexte. Les jeunes adultes concernés constituent une génération affectée par des conditions socio-économiques similaires.

En 1997, le regroupement Le pont entre les générations est créé ². Composé d'une quinzaine de jeunes adultes et de seniors, il veut réfléchir à divers enjeux intergénérationnels. Peu après un grand sommet socio-économique tenu par le gouvernement Bouchard, les jeunes adultes en particulier sont inquiets de l'impact des coupures dans la fonction publique et parapublique, ainsi que de celui du départ massif à la retraite de milliers de travailleurs expérimentés. Parmi eux se trouvent d'ex-leaders étudiants qui ont participé aux débats à ce sujet. Au terme de plusieurs mois de discussion, Le pont entre les générations publie une lettre publique qui veut alerter l'opinion à ce sujet. Sur le coup, l'impact de cette lettre n'est pas considérable. Mais les jeunes adultes du groupe, déjà militants étudiants universitaires expérimentés, mettent en oeuvre diverses stratégies afin d'en accroître les effets : téléphone, courrier, lobby, interventions auprès des médias, réseautage complexe entre des groupes très disparates, etc.

Avec très peu de ressources, l'un d'entre eux mène une recherche téléphonique sur les négociations du secteur municipal, qui paraît se-reinement accepter les coupures imposées de 6% dans la masse salariale. Naîtra le rapport Beaudet, qui sera largement cité par la suite :

[L'étude de Beaudet \(1998\) a compilé les premières conventions collectives négociées suite à la demande de récupération de 6% de la masse salariale](#)

² À la demande d'étudiants universitaires, j'ai mis ce groupe de travail sur pied, réunissant des seniors de divers domaines et des jeunes adultes, pour discuter des solidarités et iniquités intergénérationnelles (Bédard et al., 1998).

formulée par le gouvernement. Cette étude démontre que 20 des 31 villes (64,5%) qui avaient conclu des ententes en date du 24 février 1998 pour lesquelles l'information était accessible, avaient signé au moins une clause « orphelin » avec un de leurs corps d'emplois. Bien que l'ensemble des villes n'ait pu faire l'objet de cette compilation en raison du fait que la date de réalisation de cette étude était antérieure à la clôture de l'ensemble des négociations, aucune étude n'a pu infirmer les résultats de cette enquête (Force jeunesse, 1998, p. 11).

Une clause « orphelin » signifie que le traitement salarial d'employés temporaires ou précaires, ou des futures recrues, est abaissé, au profit des employés plus anciens. Bien avant, quelques groupes avaient tenté d'attirer l'attention du public sur ce problème, mais en vain. Afin de mener une lutte efficace, sans à avoir à attendre l'assentiment des seniors, les jeunes adultes du groupe Le pont entre les générations formèrent un regroupement autonome du nom de Force jeunesse, qui approfondit l'analyse du problème. Leur impact fut tel qu'il provoqua en l'espace d'une année la mise sur pied d'une commission parlementaire (Force jeunesse, 1998). Ces travaux de Force Jeunesse donneront lieu à diverses réflexions, dont l'une du ministère du Travail sur l'équité intergénérationnelle (1997), et une autre de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (1998).

Le groupe Force Jeunesse connaît alors une grande popularité. Ses premiers membres ont réussi à mobiliser plusieurs groupes, tels les jeunes de la CEQ et les jeunes travailleurs de plusieurs milieux. Le noyau actif demeure réduit mais efficace. Les médias le citent souvent parmi deux ou trois groupes de jeunes représentatifs. Force Jeunesse place à l'ordre du jour du Sommet du Québec sur la jeunesse la question du remboursement de la dette et ainsi de suite. Il s'investit aussi notamment dans les enjeux de politique familiale. Il subit aussi les foudres des mouvements sociaux dominants, particulièrement les groupes luttant contre la pauvreté en général, et celle des femmes en particulier.

2.2. Une action de type mouvement social ?

[Retour à la table des matières](#)

Deux théoriciens des mouvement sociaux, Farro et Séguin, aident à situer Force jeunesse et Le pont entre les générations. Farro aide à comprendre l'arrière-fond idéologique des actions collectives menées durant les dernières décennies et les résistances rencontrées par un groupe comme Force Jeunesse. Séguin élabore divers traits caractérisant une action collective de type mouvement social, permettant de mieux situer le regroupement étudié et ses impacts.

Farro (2000) fonde l'histoire conceptuelle du concept sur les grandes théories sociales classiques et l'émergence du mouvement ouvrier. Celui-ci aurait constitué en fait « le » mouvement social, de telle sorte qu'après lui, surtout depuis les années 1960, de nombreux théoriciens parlent des « nouveaux mouvements sociaux ». Outre le mouvement étudiant, on trouve parmi eux le mouvement des femmes, celui des environnementalistes ou écologistes et celui des homosexuels et des minorités ethniques, ou encore des petits regroupements d'extrême-droite. Farro tente d'en définir les caractéristiques, d'abord autour de l'identité : autour de la tension entre lutte contre la domination et le besoin de reconnaissance et d'affirmation identitaire (Farro, 2000, p. 136 et s.). Ces mouvements nouveaux se caractériseraient par une formation identitaire à la fois liée à la lutte contre l'adversaire et à l'action collective elle-même. L'appartenance serait temporaire. L'enjeu du conflit serait plutôt du côté du contrôle de la diffusion de l'information, et l'« adversaire » serait justement celui qui contrôle cette information constituant « les codes culturels qui tendent à définir les contextes de déroulement de la vie individuelle et collective » (Farro, 2000, p. 142). Cet adversaire est difficile à définir tant il est diffus.

Pour situer l'action de Force Jeunesse, les catégories de Farro peuvent éclairer, selon trois niveaux : actions revendicatrices, pressions institutionnelles, mouvement collectif. Force Jeunesse s'inscrirait plutôt au second niveau, selon lequel l'action va jusqu'au système politique « pour rechercher la représentation des intérêts et des élaborations culturelles des acteurs qui la développent » (Farro, 2000, p. 172). Le troisième niveau exige une expansion systémique plus grande, mais on peut dire que Force Jeunesse y tend, tentant d'imposer une vision de la jeunesse comme un groupe social particulièrement vulnérable, notamment sur le marché de l'emploi.

Farro souligne la dimension culturelle des mouvements sociaux contemporains, par exemple les rapports entre hommes et femmes. Rappelons à cet égard que les mouvements jeunesse modernes concernent notamment l'enjeu culturel des rapports de générations : rapports conflictuels, distribution économique, transmission. Plus récemment, à travers la lutte pour l'équité intergénérationnelle, une identité de cohorte tente de s'affirmer contre le modèle classique des classes sociales, évoqués plus couramment en termes riches-pauvres : une identité de jeunes très extensible (moins de 40 ans !), autour de la référence à la stabilité nécessaire à la fondation d'une famille, autour d'une scolarité allongée qui se trouve peu reconnue dans des milieux syndiqués où domine la logique de l'ancienneté.

Or, la référence identitaire à l'âge suscite énormément de résistance au sein du monde communautaire et militant. Durant les débats autour des clauses orphelin et ceux qui ont suivi, on répliquera qu'il vaut mieux parler du problème de la « pauvreté » plutôt que des jeunes ; du problème de la pauvreté des femmes monoparentales plutôt que des problèmes des jeunes mères, etc. La référence à la jeunesse s'avère souvent vue comme concurrente de celle aux femmes, aux homosexuels, aux immigrés et au fossé entre riches et pauvres. On taxe

alors les revendications en faveur des jeunes de « néolibérales », conservatrices et réactionnaires ³.

C'est ici que la théorie des mouvements sociaux, telle qu'explicitée par Farro, devient très utile. Elle permet d'identifier la matrice idéologique des mouvements sociaux, soit le mouvement ouvrier. Farro voit très bien que les nouveaux mouvements des années 1960 s'en réclament, principalement celui des étudiants et des femmes, la contestation et l'action collective étant définies en parenté avec l'intervention du mouvement des travailleurs :

Différentes composantes du gauchisme des années 1960 et 1970, dont l'extension était liée à la fragmentation du mouvement étudiant, tentèrent en effet de trouver un terrain pour leur engagement dans le contexte historique et politique qui provenait de différentes traditions de gauche ou s'y rapportait (Farro, 2000, p. 144).

Resurgissaient donc dans les débats de ces mouvements divers éléments idéologiques et conflictuels des mouvements socialiste et communiste, trotskiste et maoïste. Farro observe que ces mouvements se situent entre deux conflits, l'ancien conflit ouvrier dans la société industrielle, et le nouveau conflit dans une société post-industrielle. À la fin du XX^e siècle, explique Farro, des nouvelles actions collectives et de nouveaux mouvements apparaissent, qui ne se situent plus dans la foulée du mouvement ouvrier, mais autour de luttes identitaires, tel que mentionné plus haut, mettant en jeu « la défense de la diversité du

³ Ceci était particulièrement évident lors du Sommet du Québec sur la jeunesse, où notamment Françoise David, alors présidente de la Fédération des Femmes du Québec, veillait à ce que la pauvreté ne soit pas « réduite » à une question d'âge. Ses interventions visaient à mettre de l'avant le problème plus global de la pauvreté, selon un schéma classique de lutte des classes. On peut noter la même tendance chez la sociologue Susan McDaniel qui, tout en constatant la polarisation économique actuelle entre les groupes d'âge, au détriment des jeunes adultes, met en garde contre l'angle d'analyse générationnel de la pauvreté ou de la précarité, qui occulterait les différences internes aux groupes d'âge (McDaniel, 1998 ; Lefebvre, 2001).

sujet et, plus généralement, de celle du contrôle de la formation de l'identité » (2000, p. 145).

Une deuxième référence peut nous aider à situer Force jeunesse au sein des actions collectives de type mouvement social. On peut à tout le moins identifier un certain nombre de traits s'y rattachant. D'abord, Force jeunesse a réussi à politiser la question de l'équité intergénérationnelle (Hamel, Maheu et Vaillancourt 2000). En France, l'analyse systématique par Chauvel de la structure sociale à la lumière des clivages générationnels pose d'ailleurs l'hypothèse que la question intergénérationnelle est devenue politique, « car elle est au croisement de la transformation des classes sociales et de l'avenir de l'État providence » (Chauvel, 1998). Le clivage générationnel s'ajouterait à la classe sociale et au sexe comme facteur expliquant l'accroissement des inégalités sociales. Par exemple, la situation économique qui prévaut au moment de l'insertion en emploi d'un citoyen aurait des conséquences importantes sur le niveau de revenu de ce citoyen tout au long de sa vie (Morissette, 1998).

Dans l'un des chapitres théoriques de sa thèse, Michel Séguin (1997) propose quelques caractéristiques de l'action collective de type mouvement social (voir Séguin, 1997, p. 50). Celle-ci s'organise à partir d'inégalités sociales. Ses revendications sont de nature qualitative et morale ; elles concernent l'ensemble de la société. À cet égard, notons que les discours élaborés par Le pont entre les générations et Force jeunesse renvoient à un affaiblissement socio-économique et politique structurel des jeunes adultes. Ils se fondent sur une vision éthique des rapports de générations, vus en termes de filiation, de responsabilité et solidarité fondamentales (Lefebvre, 2001 ; Jonas, 1990). La troisième caractéristique serait la visée de la transformation d'espaces sociaux spécifiques, la confrontation du système politique, en rendant plus visibles les processus de décision et les types de décisions. La lutte contre les clauses orphelin pourrait illustrer cela. Les membres de Force Jeunesse ont réussi à faire voir les décisions patronales, syndicales et gouvernementales qui ont créé la multiplication des

clauses orphelin en 1997, dans la fonction publique et parapublique. On connaissait ce problème des clauses orphelin depuis les années 1980 en particulier, mais il demeurait diffus, peu analysé, banalisé.

Parmi les traits d'un mouvement social, évoquons aussi le fait que son action crée, développe et renforce des réseaux et des relations de solidarité. Force jeunesse a mobilisé, autour du problème de la précarité du travail des jeunes, à la fois les organisations étudiantes et les organisations du travail. Ses membres ont suscité le regroupement de plusieurs jeunes concernés par les clauses orphelin dans divers milieux de travail, par exemple les jeunes policiers et les jeunes enseignants. De plus, forts de l'appui de l'organisme Le pont entre les générations, ils ont mis à contribution divers groupes d'aînés. Enfin, des institutions importantes se sont impliquées dans le débat, pour ne mentionner que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, sans compter les divers types d'associations de jeunes, gouvernementales, communautaires et autres, qui ont participé d'une manière ou d'une autre à leur lutte. Ainsi, on pourrait assister à l'émergence d'une action collective de type mouvement social, selon les deux dernières caractéristiques soulevées par Séguin (1997) : la forme organisationnelle de cette action est fluide et décentralisée, et elle est le fait d'un ensemble hétérogène d'individus et de regroupements.

2.3. Catholicisme et jeunesse

[Retour à la table des matières](#)

Cette dernière partie veut attirer l'attention sur le fait que l'inquiétude pour les jeunes générations, conjuguée à un appel à de nouvelles solidarités de générations, s'est fréquemment exprimée dans le monde catholique et protestant depuis les années 1980. La revue théologique et œcuménique internationale *Concilium* a publié en 1975 et en 1985 des numéros portant sur la jeunesse. Le premier se centrait davantage

sur la crise culturelle de la transmission, alors que le second s'attachait à l'examen de la crise socio-économique affectant particulièrement la jeunesse (*Concilium*, 1975 et 1985). Déjà s'y formulaient des problématiques de la solidarité intergénérationnelle. Durant les années 1990, plusieurs publications engagées furent élaborées, parmi lesquelles la recherche-action menée à la Faculté de théologie de l'Université de Montréal, évoquée plus haut. Récemment, le département de sociologie et d'anthropologie de l'Université catholique de Louvain publiait un numéro de sa revue sur les solidarités intergénérationnelles (Lefebvre, 2002).

Mentionnons enfin l'étonnant phénomène des Journées mondiales de la jeunesse, organisées par le pape Jean-Paul II pour les 18-35 ans, depuis 1986, à peu près tous les deux ans. En juillet 2002, la ville de Toronto les accueillait. Là comme à Paris, Denver, Compostelle, Rome, Manille et d'autres grands centres du monde, ils étaient plusieurs dizaines de milliers : les participants - qui ne sont pas toujours des inscrits officiels - se comptent entre 500 000 et 3 millions, dans les diverses contrées où se tient l'événement. À Toronto comme à Paris, en 1997, les réactions ont été à peu près les mêmes : perplexité, critiques, ironies ont précédé les JMJ, puis l'étonnement devant la foule bigarrée et détendue des jeunes manifestant publiquement leur foi religieuse. Cet événement pose singulièrement la question religieuse dans la sphère publique de nos sociétés sécularisées, ce qui n'est pas sans signification proprement politique (Hébrard, 1998). Il renvoie aussi à l'affirmation identitaire d'une jeunesse marginalisée et à une volonté de diffusion, traits relevés par Farro au sein des mouvements sociaux récents. Nous ne pouvons ici en faire une analyse fouillée, mais il faut le mentionner dans la présente section qui aborde les relations entre catholicisme et jeunesse. Au sein de la documentation qui analyse cet événement, on retrouve la préoccupation persistante pour la formation et l'insertion de la jeunesse. Il ne s'agit pas uniquement d'un effort pastoral d'évangélisation et d'affermissement de l'avenir institutionnel du catholicisme, certes présent. Dans les textes officiels ou théologiques, on retrouve le souci de faire une place

aux jeunes adultes, de leur assurer les conditions nécessaires à leur indépendance socio-économique (Lechner, 1999).

S'il nous importait de souligner ces écrits et initiatives engagés au sein du christianisme, c'est que la réflexion récente sur les rapports de générations et sur la jeunesse dans les sciences sociales n'est généralement pas à l'aise avec le thème de la justice et de l'équité intergénérationnelles. On y multiplie souvent les mises en garde contre la construction d'un conflit entre les groupes d'âge, tout en reconnaissant qu'il y a une polarisation évidente entre jeunes et vieux au plan économique et de l'emploi, notamment au Canada (Attias-Donfut, 1995 ; McDaniel, 1998). En France, Louis Chauvel, jeune sociologue et économiste de la trentaine, est le premier à avoir élaboré une analyse fouillée des iniquités rattachées à l'âge depuis la fin du XIX^e siècle, non sans résistances marquées de la part de la communauté scientifique (1998). Il nous confiait sentir une réception plus grande du côté des milieux chrétiens dits « de gauche ». On a évoqué quelques raisons à cela dans ce qui précède. À quoi peut-on attribuer ces résistances et ces ouvertures ? Le christianisme s'est souvent vu mêlé à des idéologies politiques ou conservatrices à travers l'histoire, mais il renvoie fondamentalement à un Dieu et à une éthique de l'altérité. Qu'est-ce à dire ? Que Dieu est toujours l'Autre de la pensée, l'Impensé. De même, autrui, le prochain en difficulté, se perçoit dans l'autre souvent invisible, insoupçonné, si bien qu'après plusieurs décennies marquées par les idéologies de gauche forgées sur les classes sociales sans sexe et sans âge, on n'éprouve pas de difficulté à voir que la pauvreté présente maintenant trop souvent un visage jeune.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

En guise de conclusion, soulignons deux aspects qui ressortent à la fois de notre première partie historique et de l'action collective analysée. Premièrement l'étude documentaire et l'analyse de tendances récentes montrent toutes deux que les mouvements jeunesse s'ancrent souvent d'une manière ou d'une autre dans une dynamique intergénérationnelle. Les analyses des mouvements étudiants des années 1960 n'en tiennent guère compte, dans la mesure où elles s'inscrivent au Québec dans une problématique de rupture idéologique et générationnelle et dans la mesure où l'analyse même des mouvements sociaux se structure autour d'une vision de lutte des classes (Touraine). Pourtant, on n'est pas sans savoir l'influence des plus âgés dans ces mouvements. Ajoutons que même des mouvements de jeunes s'inspirent le plus souvent largement d'idées d'ânés : qu'on pense au mouvement de la contre-culture inspiré par des auteurs des années 1950. L'interrelation entre Le pont entre les générations et Force Jeunesse rend plus évidente cet enjeu des groupes d'âge, qui fut présent de plusieurs manières, au moins au XXe siècle. On aurait d'ailleurs pu développer la question de l'émergence du pouvoir gris dans les années 1970, qui sortit les personnes âgées d'une condition marginale et précaire. Nul doute que les associations de personnes âgées participent fortement à la vie collective depuis ces années d'auto-affirmation.

Deuxième aspect, notons que l'action catholique est à l'horizon des groupes Le pont entre les générations et Force Jeunesse, dans la mesure où les théologiens impliqués dès le départ ont mis de l'avant deux grands objectifs des mouvements catholiques jeunesse : la formation de jeunes leaders, leur mobilisation et leur insertion sociopolitique. Reste que l'action des deux groupes était sécularisée, comportant cer-

tes une dimension morale, mais sans horizon religieux explicite. Elle est en cela héritière de la sécularisation des années 1960. La dernière partie de notre contribution a d'ailleurs indiqué que le souci pour l'insertion socioprofessionnelle des jeunes adultes fut exprimé par plusieurs voix dans le monde catholique, depuis les années 1980.

Quant à la théorie des mouvements sociaux, elle aide à situer l'émergence d'actions collectives liées aux rapports d'âge et de générations, de même que les résistances qu'elles rencontrent. Mais notre texte laisse aussi voir la complexité des actions collectives actuelles, diffuses et mouvantes, d'autant plus que celles examinées sont très récentes et échappent à ce titre à des analyses plus fermes.

Bibliographie

[Retour à la table des matières](#)

ATTIAS-DONFUT, C. (1988). *Sociologie des générations : l'empreinte du temps*, Paris, PUF, 1988, 249 p.

ATTIAS-DONFUT, C. (1991). *Générations et âges de la vie* (Que sais-je ?, 2570), Paris, PUF, 126 p.

ATTIAS-DONFUT, C. (dir.) (1995). *Les solidarités entre générations : vieillesse, familles, État*, Paris, Nathan, 352 p.

BALANDIER, G. (1985). *Anthropologiques*, Paris, Librairie Générale Française.

BEAUDET, R.R. (1998). Les clauses « orphelins » dans le secteur municipal, *Le pont entre les générations*, 24 février, manuscrit.

BÉDARD, É. et al. (1998). *Le pont entre les générations*, Éd. Les Intouchables.

BÉLANGER, P. (1984). *Le mouvement étudiant québécois : son passé, ses revendications et ses luttes (1960-1983)*, Montréal, ANEQ.

BENGSTON, V.L. et W.A. ACHENBAUM (dir.) (1993). *The Changing Contract across Generations*, New York, A. De Gruyter.

BIRNBACHER, D. (1994). *La responsabilité envers les générations futures*, Paris, PUF.

BOWERS, M.H. et R.D. RODERICK (1987). « Two-tier Pay Systems : The Good, the Bad and the Debatable », *Personnel Administrator*, vol. 34, p. 101-112.

CHAUVEL, L. (1998). *Le destin des générations : structure sociale et cohortes en France au XXe siècle*, Paris, PUF.

COLTON, J. (1992). « Définition de la jeunesse et des mouvements de jeunesse : la jeunesse et la paix », dans D. Fauvel-Rouif (dir), *La jeunesse et ses mouvements : influence sur l'évolution des sociétés aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Éd. du CNRS.

COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE ET DES DROITS DE LA JEUNESSE (1998). *La rémunération à double palier et les autres clauses dites « orphelins » dans les conventions collectives : conformité au principe de non-discrimination*, Michel Coutu, 24 avril.

Concilium no 106, 1975 : « Projet X. Les jeunes et l'avenir de l'Église ».

Concilium no 201, 1985 : « Sociologie de la religion. Une jeunesse sans avenir ? »

CORAK, M. (dir.) (1997). *Les finances publiques et l'équité inter-générationnelle*, Ottawa, Statistique Canada.

DELRUELLE-VOSSWINKEL, N. (1984). « Évolution du phénomène jeunesse au cours des vingt dernières années », *COMM* (Community Work and Communication), no 21, avril, p. 12-36.

FARRO, A.L. (2000). *Les mouvements sociaux*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

FAUVEL-ROUIF, D. (dir.) (1992). *La jeunesse et ses mouvements : influence sur l'évolution des sociétés aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Éd. du CNRS.

FECTO, J.M., D. PACOM et S.B. RYERSON (1992). « Canada : jeunes et sociétés québécoise et canadienne », dans D. Fauvel-Rouif (dir.), *La jeunesse et ses mouvements : influence sur l'évolution des sociétés aux XIXe et XXe siècles*, Paris, Éd. du CNRS.

FORCE JEUNESSE (1998). *Mémoire présenté à la Commission parlementaire de l'Économie et du Travail, relativement aux clauses « orphelin »*, manuscrit 45 p.

GALLAND, O. (2001). *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin,

GAUTHIER, M. (1986). « Les associations de jeunes », dans F. Dumont (dir.), *Une société des jeunes*, Québec, IQRC, p. 337-369.

HAMEL, P., L. MAHEU et J.G. VAILLANCOURT (2000). « Repenser les défis institutionnels de l'action collective », *Politique et sociétés*, vol. 19, no 1, p. 3-25.

HÉBRARD, M. (1998). *De mai 68 aux JMJ 97 : trente années vues par une journaliste catholique*, Paris, Desclée de Brouwer.

JONAS, H. (1990). *Le principe responsabilité. Une éthique par la civilisation technologique*, Paris, Cerf, 336 p.

LECHNER, M. (1999). « Les jeunes dans le monde d'aujourd'hui », dans *jeunes : ensemble sur les routes de l'Europe*, Cité du Vatican, Pontificum Concilium pro Laicis, p. 32-42.

LEFEBVRE, S. (1995). « Générations contemporaines, itinéraires et solidarités », dans L. Baroni *et al.* (dir.), *Le défi des générations*, Montréal, Fides, p. 89-181.

LEFEBVRE, S. (1997). « Rapports de générations : une conjoncture socio-économique et culturelle », *Cahiers internationaux de sociologie*, vol. 102, p. 183-198.

LEFEBVRE, S. (2001). « Responsabilité et équité intergénérationnelles : débats actuels », *Lien social et politiques - RIAC*, 46, automne 2001, a *responsabilité : au-delà des engagements et des obligations*, p. 141-149.

LEFEBVRE, S. (2002). « Les relations jeunes adultes et *seniors* au Canada », *Les politiques sociales* (revue internationale de l'Univ. catholique de Louvain) : Solidarités intergénérationnelles, vol. 1 et 2, p. 42-54.

LEVI, G. et J.C. SCHMITT (1996). *Histoire des jeunes en Occident*, tomes 1 et 2, Paris, Seuil.

McDANIEL, S. (1998). « Équité intergénérationnelle : les répercussions des politiques et des données », dans M. Corak (dir.), *Les marchés du travail, les institutions sociales et l'avenir des enfants au Canada*, Ottawa, Statistique Canada, p. 183-188.

MINISTÈRE Du TRAVAIL (1997). *Vers une équité intergénérationnelle*, 11 juin.

MORISSETTE, R. (1998). « Dégradation de la situation des jeunes hommes par rapport au marché du travail », dans Miles Corar (dir.), *Les marchés du travail, les institutions sociales et l'avenir des enfants au Canada*, p. 35-36.

SÉGUIN, M. (1997). *L'émergence des mouvements sociaux de l'environnement et l'enjeu des déchets solides à Montréal*, thèse de doctorat, Département de sociologie, Université de Montréal.

Fin du texte.